



Le Chef de Service
Thierry KLEMMANN

ALSACE

Conseil départemental
HAUT-RHIN

Direction Générale Adjointe
Développement Humain et Solidarité
Direction Ressources Solidarité
Service de la Tarification
des Établissements

DFAS

2020/0127

ARRETE
du - 1 SEP. 2020

portant modification de l'arrêté DFAS 2020/0098 du 22 juin 2020 relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire et à la fixation du prix de journée 2020 du Foyer d'Accueil Spécialisé de l'association « Santé Mentale Alsace » à WITTENHEIM

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles L 314-1 et suivants, R 314-1 à R 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R 314-204, ainsi que ses articles L 351-1 à L 351-8 et R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** le rapport et la délibération n° CD-2019-5-4-1 du 6 décembre 2019 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2020 ;
- VU** le rapport et la délibération n° CD-2020-4-4-1 du 3 juillet 2020 relatif au dispositif de financement de la « prime exceptionnelle CD68 COVID » à destination des professionnels des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) relevant du champ exclusif de compétence du Département du Haut-Rhin ;
- VU** la convention relative au financement par dotation globalisée des prix de journée nets en date du 4 juin 2020 intervenue entre le département du Haut-Rhin et l'association « Santé Mentale Alsace » ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'association « Santé Mentale Alsace » et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R 314-21 et suivants du CASF ;
- VU** l'arrêté DFAS 2020/0098 du 22 juin 2020 portant notification de la décision d'autorisation budgétaire et fixation du prix de journée 2020 du Foyer d'Accueil Spécialisé de l'association « Santé Mentale Alsace » à WITTENHEIM ;
- SUR** proposition de Madame la Directrice Générale des Services par intérim du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2020, les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAS de l'association « Santé Mentale Alsace » à WITTENHEIM sont autorisées comme suit :

Groupe I	344 862 €
Groupe II	1 511 000 €
Groupe III	393 012 €
Total Dépenses (classe 6)	2 248 873 €
Produits de tarification (Groupe I)	2 203 204 €
Autres produits relatifs à l'exploitation (groupe II)	12 560 €
Produits financiers et produits non encaissables (groupe III)	25 467 €
<i>Incorporation du résultat (excédent)</i>	<i>7 642 €</i>
Total Recettes (classe 7)	2 248 873 €

ARTICLE 2 :

La dotation globalisée des prix de journée à la charge du Département du Haut-Rhin est fixée pour l'année 2020 à **1 513 373 €**, dont **42 760 €** de crédits non reconductibles au titre de la prime exceptionnelle à verser aux agents dans le cadre de l'épidémie COVID.

Le prix de journée applicable - pour les départements autres que celui du Haut-Rhin - pour le FAS de l'association « Santé Mentale Alsace » à WITTENHEIM est fixé à compter du **1^{er} octobre 2020 à 120,89 €**.

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement ci-dessus mentionné diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 3 :

Dans l'attente de la tarification au titre de l'exercice 2021, le versement par douzième s'effectuera à compter du 1^{er} janvier 2021 sur la base de la dotation de reconduction de **1 470 613 €**.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

Le 1^{er} Vice-Président

Rémy WITH